

ÉDITORIAL

Vol. 6, n. 14, mai./ago., 2019

Avec la publication de cette édition du numéro 14, la *Revista Culturas Jurídicas*, publiée par le *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense* (PPGDCUFF), avance dans sa sixième année d'existence et de publication. Ce nouveau numéro a pour ligne éditoriale le thème «La transversalité des Droits de l'Homme dans les cultures juridiques contemporaines» et compte sur des contributions importantes d'auteurs du Brésil et d'autres pays, en cherchant à maintenir et à élargir le niveau d'excellence qui confère à ce revue la catégorie Qualis A2, attribuée par CAPES (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*).

En cherchant à présenter des approches et des thèmes contemporains liés au domaine des droits de l'homme et à leur transversalité, le numéro 14 de la *Revista Culturas Jurídicas* présente une liste d'articles regroupés autour de cet axe thématique qui traverse les domaines les plus divers de la connaissance juridique et du Droit Public, tels que le Droit International, le Droit de l'Environnement, le Droit à la Ville, le Droit Pénal et et le Droit de Procédure Pénale, en dialoguant avec la réalité de l'Amérique latine et le droit constitutionnel, marques qui identifient le RCJ.

Le premier article est écrit par **Francisco Humberto Cunha Filho**, Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Pernambuco (UFPE), professeur titulaire du Programme d'Études Supérieures en Droit Constitutionnel à l'Université de Fortaleza (UNIFOR) et Avocat Général de l'Union (AGU); et le professeur **José Vagner de Farias**, doctorant en Droit Constitutionnel à la même université. Dans leur texte, les auteurs analysent une décision importante rendue par la Cour de justice de Roraima, qui a fourni une nouvelle interprétation sur la question des sanctions infligées aux peuples indigènes, en reliant cette étude à des catégories telles que le Droit Pénal, la Culture et le Pouvoir.

Ensuite, nous présentons le deuxième article, écrit par **Álison José Maia Melo**, Docteur en Droit de l'Université Fédérale du Ceará (UFC), et **Tiago Seixas Themudo**, Docteur en Sociologie également de l'Université Fédérale du Ceará (UFC). L'objectif principal de cette étude est de comprendre dans quelle mesure certains éléments caractéristiques des cultures indigènes d'Amérique du Sud ont imprégné et transformé le champ juridique de plusieurs pays de la région.

Le troisième article de cette édition a été écrit par **Guilherme Estima Giacobbo** en collaboration avec **Ricardo Hermany**. Le premier auteur est un doctorant en Droit de l'Université de Santa Cruz do Sul (UNISC) et Master en Droit des Autorités Locales de l'Université de Minho, au Portugal. Le second est Docteur en Droit de l'Université de Vale dos Sinos (UNISINOS), avec une période sandwich à l'Université de Lisbonne (Ulisboa), en plus d'avoir effectué un stage postdoctoral dans cette dernière institution. Dans leur travail, les auteurs discutent des défis auxquels sont confrontés les gouvernements locaux dans la réalisation du Droit à la Ville et des garanties pour remplir la fonction sociale de la propriété urbaine.

La quatrième contribution est de **Vitor Bartoletti Sartori**, Docteur en Philosophie et Théorie Générale du Droit à l'Université de São Paulo (USP) et professeur à la Faculté de Droit de l'Université Fédérale du Minas Gerais (UFMG). Dans l'article, l'auteur aborde de manière innovante la relation homme-nature dans le développement de l'industrie minière à la lumière de la théorie marxienne.

Le cinquième article a été rédigé par **Pablo Schiavi**, Docteur en Droit et Sciences Sociales de la Faculté de Droit de l'Université de la République Orientale de l'Uruguay, Docteur en Droit Administratif Ibéro-américain de la Faculté de Droit de l'Université de La Corogne et professeur à l'Université de Montevideo. L'auteur aborde le sujet du Droit Disciplinaire Administratif à l'époque d'Internet et des réseaux sociaux, en cherchant à comprendre, dans ce contexte, les nouvelles dimensions de ce qu'on appelle un droit de réserve. Le texte est publié dans l'original en espagnol et dans une traduction inédite en portugais.

Le sixième article qui a contribué à ce numéro il a été écrit par le professeur de l'Université de Santa Cruz do Sul, **Mônia Clarissa Henning Leal**, Docteur en Droit de l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS) et Post-Doctorat en Droit de l'Université de Heidelberg (Allemagne), en collaboration avec **Sabrina Santos Lima**, étudiante en Master au Programme d'Études Supérieures en Droit à l'Université de Santa Cruz do Sul (UNISC). Il s'agit d'une étude dans laquelle les auteurs analysent les mesures déterminées par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme dans la mise en œuvre des politiques publiques par l'État brésilien dans le cas *Pueblo Indígena Xucuru e sus Miembros vs. Brasil*.

La septième contribution est le résultat d'un travail écrit à six mains par **Maiquel Ângelo Dezordi Wermuth**, Docteur en Droit de l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS); **Joice Graciele Nielsson**, Docteur en Droit Public de l'Université de Vale do

Rio dos Sinos (UNISINOS) et **Anna Paula Bagetti Zeifert**, Docteur en Philosophie de l'Université pontificale catholique de Rio Grande do Sul (PUCRS). Le texte propose de réfléchir sur la situation des violences exercées contre les défenseurs des droits humains au Brésil, en ayant comme référence deux cas emblématiques qui ont marqué la société brésilienne: les meurtres de la missionnaire américaine Dorothy Mae Stang et de la conseillère municipale Marielle Franco.

En huitième place, nous présentons un article résultant d'un effort analytique conjoint de **Bleine Queiroz Caúla**, Docteur en droit de l'Université Rovira i Virgili (Espagne); **Dayse Braga Martins**, Docteur en Droit Constitutionnel de l'Université de Fortaleza (UNIFOR); et **Roberta Araújo Gouveia**, avocate. Dans cette recherche, les auteurs examinent les politiques de réglementation foncière urbaine dans la ville de Fortaleza, Ceará, en soulignant le débat sur la (in)constitutionnalité de la usucapion administrative, sous l'égide de la loi brésilienne de n° 13.465/2017.

Le neuvième article de la présente édition a été rédigé par **Matheus Felipe Castro**, Docteur en Droit de l'Université de Santa Catarina (UFSC) et professeur dans la même institution, et **Roberta Christina Vieira**, diplômée en Droit de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC). L'article vise à établir les bases de l'adoption d'un système de recherche défensive au Brésil en vue de garantir l'élargissement de l'accès au droit de la défense de l'accusé dans le cadre de la procédure pénale.

Le dixième article a été formulé par le professeur chilien **Javier Couso**, qui présente, à la lumière de la théorie constitutionnelle contemporaine, le débat autour de la neutralité des constitutions par rapport au modèle économique actuel. Le texte est publié dans une traduction sans précédent en portugais.

Notre onzième contribution a été rédigée par **Armin Von Bogdandy**, professeur de Droit Public à l'Université de Francfort (Allemagne) et Directeur de l'Institut Max Planck de Droit Public Comparé et de Droit International. L'objectif central de l'analyse proposée par l'auteur est d'analyser les éléments centraux du *Ius Constitutionale Commune* en Amérique latine, proposition d'une approche régionale du constitutionnalisme transformateur. Le texte est publié dans une traduction inédite en portugais.

La douzième contribution est rédigée par **Ronaldo Lobão**, Docteur en Anthropologie de l'Université de Brasilia (UnB) et professeur à la Faculté de Droit et au Programme d'Études Supérieures en Sociologie et Droit (PPGSD) de l'Université Federal Fluminense (UFF); **Allan Sinclair Haynes de Menezes**, Docteur et Master en Sciences Juridiques et Sociales par le

Programme d'Études Supérieures en Sociologie et Droit de l'Université Federal Fluminense (PPGSD-UFF); et **Maira Neurauter**, Master du Programme d'Études Supérieures en Droit Constitutionnel à l'Université Federal Fluminense (PPGDC-UFF). Les auteurs discutent de la possibilité d'exercer les droits culturels prévus par la Constitution brésilienne de 1988, sur la base de la dimension appelée «accès différencié aux droits universels en contextes urbains» et du concept de «zones morales», inventé par Robert Ezra Park.

La treizième et dernière contribution qui compose cette édition a été préparée par **Clarissa Marques**, Docteur en Droit à l'Université Fédérale de Pernambuco (UFPE) et professeur à l'Université Federal de Pernambuco - UPE, Post-Doctorat par la *New School of Social Research* (USA); **Henrique Weil Afonso**, Docteur en Droit de l'Université Pontificale Catholique du Minas Gerais (PUC-MG) et professeur du Programme d'Études Supérieures en Droit à Faculté Damass - FADIC; et **Lúcio Flávio da Silva Filho**, diplômé en Droit de l'Université de Pernambuco (UPE). Le texte vise à étudier et à problématiser l'interaction entre le cadre théorique du Nouveau Constitutionnalisme latino-américain et la protection internationale des droits de l'homme.

Dans la section «**Entretiens**», nous présentons une conversation entre **Daniel Araújo Valença** (Docteur en Droit à l'Université Fédérale de Paraíba - UFPB et professeur auxiliaire à l'Université Fédérale des Semi-Aride - UFERSA) et **Juan Carlos Pinto Quintanilla**, sociologue et analyste politique bolivien. Les questions soulevées lors de l'entretien sont liées au changement de la situation politique en Bolivie résultant de la renonciation du président Evo Morales.

Nous publions ce numéro avec la certitude que les contributions présentées ici maintiennent et élèvent le niveau d'excellence que nous recherchons continuellement pour la RCJ et la recherche universitaire dans le domaine du Droit. En vénérant les auteurs qui nous ont fourni leur travail, nous rappelons à toutes les parties intéressées que les portes du RCJ restent ouvertes pour recevoir des œuvres engagées à renforcer le dialogue entre les différentes cultures juridiques..

Prof. Dr. Enzo Bello

Rédacteur en chef du RCJ

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Giuliana Casazza

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Thaiana Conrado Nogueira

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Victoria Lourenço de Carvalho e Gonçalves

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Lilian Nascimento

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Anne Nimrichter

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiant en Master Rodolfo Bastos Combat

Rédacteur Assistant du RCJ

Master en Droit Karina Freire

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiant en Master Bruna Jakobi

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiant en Master Samara Rebeca de Oliveira Costa

Rédacteur Assistant du RCJ

Master en Droit Renato Barcellos

Rédacteur Assistant du RCJ